

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
 GÉNÉRALE**

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 911^e
 SÉANCE**

Vendredi 1er novembre 1963,
 à 15 h 45

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 76 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Moyens de promouvoir la réforme agraire (suite)</i>	207
<i>Organisation des travaux de la Commission . . .</i>	210
<i>Point 39 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Coopération en vue de supprimer l'analphabétisme dans le monde: rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture</i>	210

Président: M. Ismael THAJEB (Indonésie).

POINT 76 DE L'ORDRE DU JOUR

Moyens de promouvoir la réforme agraire (A/5481 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/C.2/L.734/Rev.3, A/C.2/L.741) *[suite]*

1. Le PRÉSIDENT attire l'attention des membres de la Commission sur le nouveau texte révisé du projet de résolution des quatre puissances (A/C.2/L.734/Rev.3).

2. M. PIECHOWIAK (Pologne) déclare que la Pologne ressent encore aujourd'hui les effets de la structure agraire arriérée qu'elle avait jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale; elle comprend fort bien et appuie les aspirations des pays qui s'efforcent de procéder à la réforme agraire. En augmentant la productivité de l'agriculture, ce qui entraîne un accroissement de la consommation de biens industriels dans les régions rurales, la réforme agraire exerce également une influence considérable sur l'industrialisation. La réforme agraire ne revient pas simplement à satisfaire aux exigences de la justice en assurant aux pauvres de meilleures conditions d'existence; elle constitue aussi une mesure indispensable si l'on veut accroître la productivité de l'agriculture et faire progresser l'économie nationale dans son ensemble.

3. Entre les deux guerres mondiales, la population rurale polonaise n'a guère vu son sort s'améliorer par rapport à l'état d'asservissement dans lequel elle avait été maintenue à l'époque féodale. L'absence de progrès était due essentiellement au caractère arriéré de la structure agraire. Les habitants des campagnes avaient un revenu extrêmement bas et chaque hectare de terre qu'ils possédaient était lourdement hypothéqué. Près de la moitié de la superficie totale cultivée consistait en grands domaines, alors que les propriétés des petits paysans étaient généralement inférieures à 5 hectares. En outre, la surpopulation des régions rurales et les ravages causés par l'occupation allemande aggravaient encore

la situation. Le Gouvernement polonais a compris la nécessité d'une réforme agraire radicale et efficace, que le décret de 1944 a mise en œuvre. Le peuple polonais a accueilli ce décret, qui rendait la terre à ses propriétaires initiaux et légitimes, comme un acte de justice historique et de nécessité économique. Aucune indemnité n'a été versée pour les terres redistribuées, la Pologne ayant appris par expérience que le paiement d'indemnités conduit toujours à un échec complet de la réforme agraire. La réforme ne s'est pas limitée à la redistribution des terres; elle comportait aussi des dispositions indispensables pour donner un bon départ aux nouvelles propriétés ou aux exploitations agrandies. Les paysans ont acheté leur terre à des conditions très favorables. En payant sa terre, le paysan a eu le sentiment qu'il l'avait acquise légalement; cette méthode a également permis de s'assurer les moyens nécessaires à la création d'un fonds d'Etat pour le développement de l'agriculture.

4. La Pologne appuie les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la réforme agraire et elle votera pour le projet de résolution dont la Commission est saisie. La réforme agraire, qui ne doit pas être confondue avec le problème plus vaste du développement agricole, est une question qui relève de la compétence exclusive des gouvernements intéressés. L'assistance des Nations Unies sur ce plan devra donc être soumise à certaines limitations. La délégation polonaise voit avec satisfaction que le projet de résolution exclut l'utilisation de fonds internationaux pour le versement d'indemnités aux anciens propriétaires fonciers, et elle interprète le huitième alinéa qui a été ajouté au texte du préambule comme signifiant que les gouvernements ont le droit de déterminer, le cas échéant, l'importance de l'indemnisation. Les amendements apportés à plusieurs paragraphes, notamment aux paragraphes 3 et 6 du dispositif, précisent que l'aide financière dont il est question concerne exclusivement le développement agricole et l'assistance aux nouveaux exploitants. La délégation polonaise se félicite de l'allusion, figurant au paragraphe 5 du dispositif, à l'expérience des divers pays en matière de réforme agraire, et elle pense que les études devraient porter essentiellement sur les pays où des résultats positifs ont été obtenus et où la réforme agraire n'a pas diminué considérablement les ressources disponibles pour l'exécution de programmes de développement économique ni imposé de trop lourdes dettes à l'Etat ou aux paysans. Il est utile aussi d'avoir mentionné, au paragraphe 2 du dispositif, les intérêts des agriculteurs sans terre, ainsi que des petits et moyens cultivateurs.

5. M. TELL (Jordanie) dit que sa délégation appuiera le projet de résolution et accueille avec satisfaction le nouveau texte qui a été inséré comme huitième alinéa du préambule.

6. U MAUNG MAUNG (Birmanie) déclare que la Birmanie a entrepris un programme de réforme agraire au lendemain de son accession à l'indépendance, en 1948. Après avoir redistribué la terre à ceux qui la travaillent, la Birmanie est en train de procéder à de nouvelles réformes agraires et met en œuvre de nouveaux projets de développement agricole, en s'inspirant de l'expérience et des conseils de certains des pays amis représentés à la Commission.

7. Les modifications incluses dans le nouveau projet de résolution révisé en font un texte clair et bien équilibré. L'insertion du huitième alinéa dans le préambule rend le projet de résolution applicable à des pays ayant des systèmes différents. La délégation birmane interprète cet alinéa comme signifiant que tous les Etats procédant à une réforme agraire peuvent le faire conformément à leurs propres lois et conceptions de la justice et de l'équité. Aucun pays tiers ne peut s'immiscer dans l'exécution de la réforme agraire, si ce n'est à la demande expresse du gouvernement intéressé. Le dispositif, et en particulier le paragraphe 1, ne limite en aucune façon le droit qu'a chaque pays de choisir ses propres méthodes et sa propre politique d'exécution de la réforme agraire, notamment en matière d'indemnisation, de nationalisation et d'expropriation. Les Etats Membres et les organes des Nations Unies ne doivent prêter assistance que sur la demande expresse des intéressés. Si cette interprétation pouvait être mise en doute, il serait difficile à la délégation birmane d'appuyer le projet de résolution; celui-ci cependant servirait incontestablement dans une large mesure les intérêts des pays en voie de développement ayant besoin d'une aide bilatérale ou multilatérale dans l'exécution de leurs plans de réforme agraire.

8. M. WONG (Malaisie) souligne que, comme le progrès des pays en voie de développement doit être envisagé dans le contexte d'une prédominance de la population rurale, on ne peut trop insister sur l'importance d'un programme intégré de réforme agraire. Le développement rural constitue l'élément central du deuxième plan quinquennal de la Malaisie, dans le cadre duquel est menée la lutte contre la misère. On a étudié les besoins de chaque région rurale et l'on s'est efforcé de les satisfaire. De nombreux projets de mise en valeur des terres sont exécutés et beaucoup de nouveaux cultivateurs tirent maintenant profit de la terre qu'ils ont acquise. La réforme agraire ne concerne plus exclusivement les modifications à apporter au régime de propriété des terres ou leur redistribution. La nature et l'importance de ces aspects varient selon les pays. Ainsi qu'il est indiqué dans l'introduction au troisième rapport sur les progrès de la réforme agraire (E/3603/Rev.1), cette réforme est un ensemble intégré de mesures destinées à éliminer les obstacles au développement économique et social résultant de défauts dans la structure agraire. La première note de bas de page du questionnaire distribué aux gouvernements aux fins de la préparation de ce rapport, et reproduit dans l'annexe B au rapport, permet de constater que la réforme agraire comporte une grande variété de mesures destinées à supprimer les obstacles en question.

9. La réforme agraire et le développement industriel sont complémentaires et doivent former un ensemble intégré et coordonné. La délégation malaise est heureuse de constater que le projet de résolution tient compte de cette nécessité. Elle est aussi d'avis que

le financement de la redistribution des terres doit être une affaire purement intérieure. Le projet de résolution révisé reflète cette idée et supprime certaines équivoques du texte précédent. L'expression "l'expérience passée d'autres pays", au sixième alinéa du préambule, peut être interprétée dans un sens large ou selon une acception étroite qui exclut l'expérience des pays en voie de développement. Toutefois, il conviendrait de mentionner l'expérience de ces pays, qui peut être utile, et l'on pourrait, à cette fin, modifier le membre de phrase en question, comme l'a proposé le représentant de Ceylan à la séance précédente.

10. La délégation malaise votera pour le projet de résolution et espère qu'il sera adopté à l'unanimité.

11. M. CHAMMAS (Liban) dit que, vu l'interprétation que le représentant des Philippines a donnée à la séance précédente de l'expression "souveraineté inaliénable des Etats", figurant au dernier alinéa du préambule, la délégation libanaise pourra appuyer le projet de résolution.

12. M. GHEBEH (Syrie) pense que le nouveau projet révisé est un texte bien conçu et plus équilibré, méritant l'appui de tous les représentants. La délégation syrienne est heureuse qu'on ait mentionné les intérêts des paysans sans terre, ainsi que des petits et moyens exploitants, et réaffirmé que la question de la réforme agraire s'inscrit dans le cadre de la souveraineté inaliénable des Etats.

13. M. KHALIL (République arabe unie) estime que l'introduction, l'exécution et le financement de la réforme agraire relèvent exclusivement du domaine des droits souverains du pays intéressé. Ceci étant bien entendu, M. Khalil appuiera le projet de résolution.

14. M. MALHOTRA (Népal) dit que son pays a réalisé des progrès considérables en matière de réforme agraire et qu'une importante législation a été mise en vigueur à cet égard. L'expérience du Népal pourrait être utile aux Nations Unies et aux autres pays pour l'élaboration des études demandées au paragraphe 5 du dispositif. Le nouveau texte révisé est nettement meilleur que les versions précédentes, et la délégation népalaise votera en sa faveur. A la séance précédente, le Népal a proposé de remplacer les mots "de la souveraineté inaliénable des Etats", au dernier alinéa du préambule, par les mots "des droits souverains des Etats". M. Malhotra espère que cette suggestion recevra l'appui général.

15. M. JAZAIRY (Algérie) annonce que sa délégation votera en faveur du projet de résolution.

16. M. SOUSSANE (Maroc) estime que l'inclusion au paragraphe 2 du dispositif des mots "dans l'intérêt des agriculteurs sans terre ainsi que des petits et moyens cultivateurs" constitue un empiètement sur les droits souverains des Etats. Toutefois, la délégation marocaine appuiera le projet de résolution, s'il est entendu que le membre de phrase en question ne porte pas atteinte au droit souverain des Etats d'adopter la méthode ou le type de réforme agraire qu'ils estiment de nature à favoriser leur développement général.

17. M. SIMHA (Inde) dit que le nouveau texte révisé du projet de résolution est bien meilleur et qu'il l'appuiera.

18. M. MONTENEGRO MEDRANO (Nicaragua) est également disposé à appuyer le nouveau texte, sous

réserve de quelques modifications de rédaction que l'on pourrait apporter au texte espagnol.

19. M. ENCINAS (Pérou) explique que les auteurs ont décidé d'apporter les modifications suivantes à leur texte: au sixième alinéa du préambule, les mots "l'expérience passée d'autres pays à cet égard" sont remplacés par les mots "l'expérience acquise par d'autres pays dans le cadre de leur réforme agraire"; le dernier alinéa du préambule doit se lire "Reconnaissant que la réforme agraire relève des droits souverains des Etats"; enfin, au paragraphe 1 du dispositif du texte anglais, le mot "concerted" remplace le mot "combined".

20. M. PRIMELLES (Cuba) préférerait que le dernier alinéa du préambule reste inchangé.

21. M. TOURE (Mauritanie) peut approuver l'esprit du projet de résolution, bien que la redistribution des terres ne soit pas un problème pour la Mauritanie.

22. M. VIDAL ZAGLIO (Uruguay) pense qu'au paragraphe 2 du dispositif il vaudrait peut-être mieux parler de "producteurs" que d'"agriculteurs" et de "cultivateurs".

23. M. DJOBO (Togo) votera en faveur du projet de résolution, bien que sa délégation ait encore certaines réserves à son endroit. Par exemple, il semble y avoir une certaine contradiction à déclarer dans le préambule que la réforme agraire relève des droits souverains des Etats, pour dire ensuite, au paragraphe 1 du dispositif, que les Nations Unies doivent faire un effort en vue de la faciliter. Les Nations Unies doivent s'en tenir à des études comparatives en la matière, sans s'occuper du financement.

24. M. DARJAATMAKA (Indonésie) dit que la réforme agraire revêt une importance vitale pour les nations récemment libérées de la domination coloniale. Elle est un aspect essentiel de la révolution indonésienne, qui vise à créer une société prospère et fondée sur l'équité, ainsi qu'à réparer les injustices de l'ancien régime foncier. La réforme agraire en Indonésie comprend l'abolition des concessions et droits étrangers, l'élimination graduelle de l'exploitation féodale, et l'extension de la propriété foncière à toute la population, en particulier aux petits exploitants. La loi agraire fondamentale, adoptée par le Parlement indonésien en 1960, garantit la sécurité foncière à tous les citoyens indonésiens. Elle reconnaît les droits de propriété et la propriété héréditaire, mais régleme en même temps l'étendue de la propriété foncière. Elle interdit l'absentéisme et contient de nombreuses dispositions régissant l'achat et la vente des terres, ainsi que les droits de construction et d'exploitation.

25. Il incombe aux gouvernements intéressés d'assurer les changements précis qu'implique la réforme agraire. M. Darjaatmaka voit avec satisfaction que le projet de résolution reflète ce point de vue, et il remercie les auteurs d'avoir tenu compte des objections des délégations qui éprouvaient des difficultés à appuyer un texte faisant place au financement international de la réforme agraire. L'étude qui a été demandée devrait permettre d'aider les divers pays à décider des méthodes de réforme agraire à adopter. La délégation indonésienne se plaît à souligner que le projet de résolution traite de l'assistance en vue du développement agricole qui fait partie intégrante de tout programme d'ensemble de réforme agraire. En Indonésie, l'augmentation de la productivité agricole est un aspect essentiel du programme de réforme

agraire, et le gouvernement s'est énergiquement employé à mobiliser la main-d'œuvre à cette fin. Toutefois, la délégation indonésienne s'associe à toutes celles qui ont instamment demandé l'octroi d'une aide accrue pour le développement agricole, notamment du point de vue technique, aux pays en voie de développement qui en feraient la demande.

26. Compte tenu des modifications apportées au texte, la délégation indonésienne est en mesure d'appuyer le projet de résolution.

27. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) souligne que, selon la délégation des Etats-Unis, l'achat de terres par les gouvernements individuels ne doit être financé ni par l'aide multilatérale ni par l'aide bilatérale. Toutefois, cette délégation n'a pas d'objection à élever contre le texte révisé et l'appuiera volontiers avec les modifications indiquées par le représentant du Pérou. Il doit être bien entendu que rien dans le projet de résolution, qu'il s'agisse du dernier alinéa du préambule ou de dispositions contenues dans tout autre paragraphe, ne change les obligations en droit international.

28. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la délégation soviétique peut appuyer le projet de résolution, toute allusion au financement international de la réforme agraire ayant été supprimée. La délégation soviétique se félicite des modifications qui ont été apportées aux paragraphes 3 et 6 du dispositif, tout en estimant qu'il aurait peut-être été possible d'améliorer encore ces paragraphes. Elle aurait préféré, elle aussi, que le dernier alinéa du préambule conserve sa teneur initiale.

29. M. JANTUAH (Ghana) persiste à penser qu'il était parfaitement inutile de faire état de la "souveraineté inaliénable" des Etats, puisque le droit d'un Etat à exercer sa souveraineté est évidemment inaliénable.

30. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution révisé (A/C.2/L.734/Rev.3), avec les modifications annoncées par le représentant du Pérou.

A l'unanimité, le projet de résolution ainsi modifié est adopté.

31. M. ENCINAS (Pérou) remercie toutes les délégations qui ont proposé des amendements au texte. Le gouvernement et le peuple péruviens considéreront l'adoption de ce projet de résolution, à l'unanimité, comme un signe d'appui et d'encouragement pour la mise en œuvre d'un programme de réforme agraire efficace, démocratique et pacifique au Pérou. Aucune des dispositions qui ont été retenues n'est incompatible avec la législation péruvienne ou avec les obligations internationales.

32. M. UNWIN (Royaume-Uni) explique que, étant donné la position qu'elle a adoptée à la Cinquième Commission et récemment au Conseil économique et social quant à la nécessité de ne pas alourdir un budget déjà surchargé, la délégation du Royaume-Uni a voté pour le projet de résolution, étant entendu que le Secrétaire général adoptera la méthode indiquée dans sa note sur les incidences financières (A/C.2/L.741) et selon laquelle il procédera à des ajustements dans le programme des travaux portant sur la réforme agraire afin de maintenir les dépenses dans les limites des crédits ouverts pour 1964.

33. M. Unwin s'associe également à l'interprétation du représentant des Etats-Unis selon laquelle aucune

disposition du projet de résolution ne modifie les obligations en droit international, et il prend note du fait que les auteurs du projet ont accepté ce point de vue.

Organisation des travaux de la Commission

34. Le *PRESIDENT* propose que la date limite pour le dépôt des projets de résolution concernant le point 34 de l'ordre du jour (Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement) soit reportée du 1er novembre au vendredi 8 novembre à 18 heures.

Il en est ainsi décidé.

POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération en vue de supprimer l'analphabétisme dans le monde: rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (E/3771 et Corr.1 et 2, A/5527, A/C.2/L.730 et Add.1)

35. M. ENCINAS (Pérou), présentant le projet de résolution intitulé "Alphabétisation et alimentation" (A/C.2/L.730 et Add.1), dit que l'éducation est un processus continu qu'il est essentiel d'assurer si l'on veut obtenir la meilleure utilisation des ressources économiques et la structure sociale dynamique indispensable au développement économique. Le Directeur général de l'UNESCO a fait allusion dans sa déclaration (899ème séance) à la nécessité urgente de supprimer l'analphabétisme, notamment dans les pays en voie de développement. C'est ce qui a incité la délégation péruvienne à présenter un projet de résolution qui, à son sens, s'accorde parfaitement avec la campagne d'alphabétisation des Nations Unies et avec le Programme alimentaire mondial.

36. Le Gouvernement péruvien a jugé opportun de saisir l'Assemblée générale de trois projets de résolution qui sont étroitement liés, puisque l'éducation, la réforme agraire et l'action communautaire^{1/} constituent trois facteurs essentiels du progrès économique et social. Chacun sait qu'une population analphabète, ou une population insuffisamment préparée à faire face aux besoins d'une société moderne, agit comme un frein sur le développement économique. De plus, l'éducation et l'alphabétisation sont les principaux moyens de satisfaire aux exigences de la société nouvelle créée par le développement; elles constituent les leviers de l'évolution sociale, puisqu'elles servent à propager des idées étroitement liées au progrès. Conjuguées avec d'autres facteurs, elles sont le fondement d'une bonne compréhension de la technologie et permettent de créer des centres techniques et scientifiques.

37. Il y a quelques années, le Gouvernement péruvien a entrepris, avec la collaboration du Gouvernement des Etats-Unis, un programme d'alimentation scolaire qui a été intégré par la suite dans les programmes de l'Alliance pour le progrès. Ce programme alimentaire est important, tant du point de vue humanitaire que parce qu'il influera directement sur le niveau de

l'instruction dans un pays où de nombreux enfants souffrent de malnutrition. Le Pérou sait par expérience que l'enfant bien nourri ou assez bien nourri fréquente l'école et que, si l'enfant ne fréquente pas l'école, c'est invariablement parce qu'il est sous-alimenté. Grâce à ce programme, le Pérou a non seulement élevé le niveau nutritionnel de 100 000 enfants environ, leur assurant ainsi la santé pendant leur enfance et leur vie d'adultes, mais encore réussi à augmenter la fréquentation scolaire. Le Gouvernement péruvien estime aussi que le programme alimentaire peut et doit être développé autant que possible, de façon à englober les adultes qui désirent apprendre à lire et à écrire et que la distribution gratuite d'aliments pourrait également inciter à fréquenter l'école.

38. C'est pourquoi la délégation péruvienne propose qu'un programme analogue soit organisé dans le cadre de la campagne d'alphabétisation entreprise par les Nations Unies. Pour les raisons d'ordre humanitaire et technique très étroitement liées au développement économique, et eu égard aux obligations de l'ONU en ce qui concerne la suppression de l'analphabétisme ainsi que l'utilisation rationnelle des disponibilités alimentaires, la délégation péruvienne espère que tous les membres de la Commission appuieront le projet de résolution.

39. Le projet de résolution commun concernant la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle (A/C.2/L.733/Rev.1) est un texte important, car il traite de l'analphabétisme des adultes et complète, pour ainsi dire, le projet de résolution péruvien.

40. M. CALDERON FRANCO (Mexique) dit que sa délégation appuiera le projet de résolution présenté par le Pérou; il est indéniable, en effet, que l'absentéisme scolaire est dû en grande partie, d'abord, à la nécessité pour les écoliers de travailler pour compléter le revenu de la famille ou produire les aliments dont celle-ci a besoin et, ensuite, au fait que les enfants sous-alimentés ne peuvent tirer pleinement parti de l'enseignement qui leur est dispensé.

41. C'est précisément pour ces raisons que le Gouvernement mexicain a entrepris en 1921 une importante réforme dans le domaine de l'enseignement et un programme de repas scolaires. Ce dernier a été considérablement développé à la suite de la création de l'Institut national de protection de l'enfance. L'Institut distribue quotidiennement plus d'un million de repas dans la majeure partie du pays, y compris l'agglomération métropolitaine fortement peuplée; il reçoit une subvention fédérale et des donations privées. Les enfants doivent verser une somme symbolique pour ces repas, lesquels sont gratuits dans le cas des enfants nécessiteux. Le Gouvernement mexicain mène également une vaste campagne destinée à assurer le bien-être des enfants d'âge préscolaire et scolaire afin d'accroître les effectifs et la fréquentation scolaire.

42. La délégation mexicaine appuiera donc le projet de résolution, non seulement en raison de l'esprit humanitaire dont il s'inspire, mais aussi parce qu'il vise à éliminer la malnutrition chez les enfants.

^{1/} Pour le projet de résolution relatif à l'action communautaire, voir A/C.3/L.1121.

La séance est levée à 18 heures.